

Revue d'études comparatives Est-Ouest

<http://www.necplus.eu/REC>

revue d'études comparatives
EST-OUEST

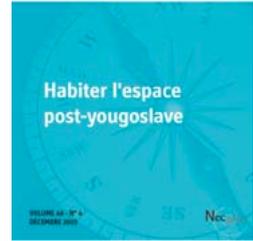
Additional services for *Revue d'études comparatives Est-Ouest*:

Email alerts: [Click here](#)

Subscriptions: [Click here](#)

Commercial reprints: [Click here](#)

Terms of use : [Click here](#)



Revue des livres Tomaš Sniegon, *Vanished History. The Holocaust in Czech and Slovak Historical Culture*, New-York, Oxford, Berghahn Books, 2014

Françoise Mayer

Revue d'études comparatives Est-Ouest / Volume 46 / Issue 04 / December 2015, pp 272 - 281
DOI: 10.4074/S0338059915004106, Published online: 22 January 2016

Link to this article: http://www.necplus.eu/abstract_S0338059915004106

How to cite this article:

Françoise Mayer (2015). *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 46, pp 272-281 doi:10.4074/S0338059915004106

Request Permissions : [Click here](#)



Tomaš SNIEGON, *Vanished History. The Holocaust in Czech and Slovak Historical Culture*, New-York, Oxford, Berghahn Books, 2014

La question du rapport à la Shoah dans les pays sortis du communisme après 1989 est inégalement étudiée par les spécialistes de l'Europe centrale. Le cas des Tchèques ou des Slovaques n'a pas suscité le même intérêt que celui des Polonais, des Roumains ou des Hongrois. Il est vrai que cette question n'occupe pas la même place dans les espaces publics respectifs. Chez les Tchèques et les Slovaques, elle s'efface loin derrière les rappels plus ou moins conflictuels d'autres expériences : celles du communisme, de l'expulsion des Allemands des Sudètes, ou de l'État de Mgr Tiso. Les Tchèques et les Slovaques n'ont pourtant pas été moins concernés par l'extermination des Juifs d'Europe que leurs voisins. 75 % des morts tchèques et slovaques de la Deuxième Guerre mondiale sont des victimes de l'Holocauste. Comment expliquer alors l'étonnante marginalisation de cette thématique dans leurs espaces publics, surtout dans le contexte d'une intégration européenne, qui fait de l'attention à la Shoah un repère identitaire majeur ? Telle est la question que Tomaš Sniegon entend éclairer dans cet ouvrage. Un objectif ambitieux, pour lequel l'auteur développe une démarche originale.

Son travail s'insère dans un projet plus large, intitulé : « L'Holocauste et la culture historique européenne », développé en Suède et auquel T. Sniegon, d'origine tchèque et enseignant chercheur à l'Université de Lund, a participé. Dans ce cadre, il mobilise les concepts de « conscience historique », « culture historique » et « usage de l'histoire », développés par des auteurs tels que Karl-Ernst Jeismann (1979), et Klas-Göran Karlsson (2010). Nous sommes invités ainsi à accepter l'idée d'une conscience historique que constituerait la connaissance historique transmise tant par l'école que par les acteurs politiques. Le terme « culture historique » renvoie quant à lui aux acteurs en jeu dans ce processus d'identification. Ce sont eux qui, à travers des récits, mettent en cohérence des rapports parfois très ambigus, contribuent à valoriser certaines époques, faits ou personnages et véhiculent ainsi un cadre déterminé du passé. Dans les récits ainsi forgés, on peut, à la suite de Karlsson, identifier des « usages du passé », qui seraient de différents ordres (existentiel, moral, idéologique, politique ou scientifique).

L'étude de ces récits (narratives), nous dit Sniegon, permet de comprendre de quoi est faite la conscience historique de tel ou tel groupe national. Ainsi, chez les Tchèques et les Slovaques, il en identifie quatre

qui jouent selon lui des rôles dominants dans leurs constructions identitaires depuis 1945. Chacun de ces récits met l'accent sur des étapes différentes de l'histoire tchèque et slovaque, censée inspirer les devenirs ultérieurs. Le premier serait « le récit communiste tchécoslovaque », développé et cultivé par le régime communiste entre 1948 et 1989. Le deuxième en serait une alternative, que Sniegon appelle « le discours national-libéral tchèque ». Focalisé sur la Première république et son premier président T.G. Masaryk, ce « récit » entretient l'idée d'une appartenance quasiment ontologique des Tchèques à la démocratie, et celle, corollaire, de la trahison de Munich, qui aurait fait d'eux les premières victimes du nazisme. Un troisième récit – présenté comme « le récit national-catholique slovaque » – constitue, nous dit l'auteur, une autre alternative au récit communiste. Focalisé sur le premier État slovaque indépendant, le régime de Mgr Tiso, il est forgé d'abord dans les milieux de l'exil slovaque au Canada et aux États-Unis, et sera particulièrement réactivé dans l'opinion slovaque au cours des années 1990. Difficilement détachable de la Shoah, il trouve ses limites dans le contexte de l'intégration européenne. Contre cette vision, un quatrième récit, que Sniegon qualifie de « récit slovaque national-européen » se développe à partir des années 1990. Articulé autour de l'avènement de l'État slovaque en 1993 et de l'intégration européenne, il rejette l'héritage de Tiso, et revendique celui de l'insurrection slovaque de 1944. Il constituerait ainsi une alternative au récit catholique, en glorifiant un autre passé, lui aussi lié à la guerre.

Tous ces discours, nés à des époques différentes, perdurent parfois en dépit de la disparition de leur ancrage historique, sur le mode nostalgique, ou prospectif. Quelle place ces discours laissent-ils à l'histoire des Juifs tchèques ou slovaques ? Une place très secondaire selon Sniegon. Certes il existe des travaux scientifiques à leur sujet, des monuments ou des musées rappellent leur mémoire, mais il s'agit, nous dit l'auteur, de phénomènes qui ne s'insèrent pas réellement dans les récits nationaux tchèques ou slovaques. Tel est le cas, par exemple, du mémorial de Terezin, symbole capital de la souffrance des Juifs dans l'espace tchécoslovaque et qui témoigne bien d'une politique mémorielle à l'égard du destin juif en Pays tchèques. Néanmoins, il ne doit pas masquer une tendance majeure d'après Sniegon : le discours sur le passé juif se développe de façon autonome, sans connexion avec les récits sur le passé tchèque et slovaque évoqués plus haut.

Faut-il chercher les causes de cette situation dans le seul communisme ? Sniegon consacre un chapitre à cette question afin de dissiper certains malentendus à ce sujet. Tchèques et Slovaques n'ont pas la même expérience de la guerre, et ils ont entretenu par la suite des rapports différents à la Shoah. Sous Protectorat entre 1939 et 1945, les Tchèques ont eu tendance à s'affranchir de toute responsabilité dans les crimes du nazisme. De façon emblématique, le rappel de l'attentat contre Heydrich en 1942 est beaucoup plus associé au souvenir des victimes des représailles à Lidice et Ležáky, qu'à celles de la Shoah dont il avait pourtant été un rouage essentiel. Un exemple parmi d'autres, note Sniegon, de la prégnance du paradigme victimaire chez les Tchèques. Pour les Slovaques, éluder la question de la Shoah est plus compliqué, mais le contexte de la Tchécoslovaquie communiste a pourtant conduit à cela, en exonérant les Slovaques du legs de Tiso, et en brouillant donc les repères entre héros et victimes. Lorsque plus tard, l'historiographie slovaque s'attaque à la question de la Shoah en Slovaquie, la situation ne change pas fondamentalement. La reconnaissance des crimes de Tiso ne remet pas en cause une vision héroïque du passé slovaque. Selon Sniegon, cet engagement historien sert plus de repoussoir au modèle « national-catholique », qu'à une réelle remise en question de l'interprétation du passé slovaque.

À propos de la production artistique, Sniegon émet également des doutes. Certes la littérature (avec J. Skvorecky, A. Lustig, J. Weiss, L. Fuks) et le cinéma tchèques et slovaques n'ont pas été indifférents à la question juive avant 1989 (avec A. Radok ou E. Klos). Mais selon lui, dans les œuvres de ces artistes, le rappel de la Shoah se fait plus sur le mode métaphorique que sur le mode historique. L'évocation de la Shoah est plus un moyen d'exprimer quelque chose à propos du totalitarisme, qu'à propos des Juifs eux-mêmes. L'antisémitisme, en revanche, s'est souvent exprimé avec nettement moins d'ambiguïté. Ce fut le cas lors du procès Slansky (1952), mais pas seulement. Sniegon rappelle l'engagement tenace dans les années 1950, d'associations d'anciens combattants antifascistes contre d'éventuels hommages aux victimes du nazisme « qui n'auraient pas combattu ». Le silence sur la question juive se fit plus intense sous la normalisation. Et la dissidence tchèque et slovaque ne contribua pratiquement pas alors, à le dissiper, préoccupée par d'autres objets. À la fin des années 1980, lorsque l'historien J. Kren publia un manifeste sur l'urgence de traiter des « pages blanches de l'histoire tchécoslovaque », la question juive ne figurait pas dans sa liste.

Sniegon dresse ainsi un tableau très sévère de la marginalisation de la question juive chez les Tchèques et les Slovaques. On peut lui reprocher un trop grand généralisme et certains oublis. Pourquoi ne pas mentionner, par exemple, la revue alternative *Střední Evropa* qui, à partir des années 1980, s'engagea résolument dans une réflexion sur la question juive, entre autres, faisant notamment connaître des travaux menés ailleurs sur ce thème ? Pourquoi ne pas montrer à quel point « la » dissidence était idéologiquement, politiquement et socialement extrêmement composite ? Lui attribuer « une » position sur la question juive, à savoir l'indifférence, sur la simple base d'une revue des sommaires du journal d'information de la Charte 77 *Infoch*, ou de quelques faits anecdotiques paraît pour le moins hasardeux. Sniegon souligne bien que les quatre discours censés révéler les cadres dominants des représentations des Tchèques et des Slovaques à l'égard du passé doivent être considérés comme des idéaux-types, il les attribue néanmoins à des groupes ou des étapes de l'histoire, sans étudier vraiment leur ancrage sociologique. L'identification des acteurs collectifs censés porter ces discours reste extrêmement impressionniste, souvent abusive, niant en tous les cas la complexité interne de ces groupes, leurs dissensions, leurs paradoxes. Le travail de Sniegon trouve ici des limites substantielles.

Le véritable intérêt de son livre se situe plutôt dans les quatre études empiriques qui suivent. Dans ces chapitres, à partir de situations très concrètes, Sniegon s'efforce de mettre en lumière les logiques discursives à l'œuvre dans la marginalisation de la mémoire de la Shoah chez les Tchèques et les Slovaques. La prégnance chez eux de paradigmes quasiment indépassables : celui d'une nation victime du nazisme pour les Tchèques, celui d'une nation résistante au nazisme chez les Slovaques, constituerait l'hypothèse de départ pour expliquer cette marginalisation.

La première sonde empirique opérée par Sniegon concerne la période qui suit la chute du communisme et précède la fin de la Tchécoslovaquie. Durant ces quelques années, le récit communiste tchèque et slovaque va être remplacé par deux narratifs nationaux exclusifs l'un de l'autre. Chez les Tchèques, c'est l'époque où le rappel d'un « âge d'or de la démocratie tchécoslovaque » dominé par la figure de TGM est particulièrement mobilisé. Chez les Slovaques, on constate un retour en force du discours nostalgique du régime de Tiso, porté par les personnalités de l'exil. Difficile de faire cohabiter le souvenir du régime de Tiso et celui des Juifs qu'il a contribué à déporter. On constate alors les progrès d'un négationnisme soutenu par des militants exilés, et quelques

historiens serviles qui participent par ailleurs à la réactivation des stéréotypes antisémites traditionnels. Sniegon explique de surcroît que ce discours jouit d'une certaine audience dans des milieux modérés en quête de reconstruction identitaire (comme le KDH, parti démocrate-chrétien de Carnogursky). Il relève que certains acteurs qui s'étaient engagés avant 1989 en tant que dissidents, pour une reconnaissance des crimes slovaques contre les Juifs, expriment des positions plus circonspectes, moins susceptibles de fragiliser l'intégrité nationale slovaque dans le contexte de la séparation tchécoslovaque. À cette époque, en dépit d'une pression internationale pour un engagement à l'égard de la Shoah, au plan local, l'alternative au discours de réhabilitation de l'héritage de Mgr Tiso se fait extrêmement discrète. Les quelques gestes symboliques en faveur d'une reconnaissance des souffrances des Juifs cohabitent avec la recrudescence d'un certain antisémitisme. Un antisémitisme sans Juifs, selon des sociologues qui commentent une enquête à ce sujet (Butorová & Butora, 1995).

Les Tchèques ne sont pas dans la même situation. Parmi eux, personne ne songe sérieusement à réhabiliter le président Hacha. La pression pour assumer une responsabilité dans l'Holocauste est donc bien moindre qu'en Slovaquie. Pour la grande majorité des Tchèques, l'Holocauste reste une affaire entre Juifs et Allemands. La question n'est pas discutée dans l'Église catholique tchèque, comme elle a pu l'être chez les Slovaques. Pour Sniegon, cette situation conforte un sentiment de supériorité des Tchèques par rapport aux Slovaques. Il cite à ce propos un texte de l'écrivain L. Vaculík qui reproche en 1990 aux Slovaques de n'avoir pas su faire de retour sur cette question (Vaculík, 1990). Il établit également un parallèle entre le silence de l'exil slovaque sur cette question, et celui de l'exil tchèque. P. Tigríd, qui a animé une revue fondamentale de l'exil, *Témoignage (Svědectví)*, ne mentionne pas une seule fois la question juive dans un roman de 570 pages censé proposer une version de l'histoire tchèque alternative du récit communiste (Tigríd, 1988). Pour cette figure majeure de l'exil tchèque, né Juif, puis converti au catholicisme, chrétien démocrate engagé contre le communisme tout au long de la guerre froide, le génocide des Juifs reste un non-sujet, comme il l'est pour la plupart des Tchèques, estime Sniegon.

La deuxième sonde, concerne la réception, en 1994, d'un des films les plus controversés sur la Shoah, *La liste de Schindler*. Tiré du livre de T. Keneally en 1982, le film de Spielberg revêt un intérêt particulier chez

les Tchèques, dans la mesure où l'histoire de Schindler croise celle du transfert des Sudètes. Il jouit, nous dit Sniegon, d'une attention intense dans les milieux nationalistes. On y retrouve les héritiers des associations antifascistes qui s'étaient déjà manifestées sous le communisme contre une valorisation du destin des Juifs, et qui cette fois-ci s'insurgent contre la réhabilitation d'un Allemand des Sudètes. On y trouve aussi les nostalgiques de l'ancien régime, réunis dans le Club des frontaliers. Tout une nébuleuse populiste plus ou moins proche du parti néo-communiste ou du parti républicain d'alors, qui jouissent d'une audience importante en province, en prétendant incarner l'intégrité nationale... et une perspective pour l'avenir. La réception négative du film de Spielberg révèle de façon intéressante, les ressorts d'un populisme exclusif dans l'opinion tchèque. Sniegon rappelle les efforts pour donner une base scientifique à cette orientation. Une historienne locale se lance dans un travail très minutieux pour prouver l'identité nazie de celui qui a reçu le titre de « Juste parmi les Nations » en 1967. Les résultats de son travail apportent des « arguments scientifiques » à tous ceux qui agitent l'épouvantail antifasciste, contre les efforts laborieux d'une partie des élites politiques d'alors pour réguler le contentieux germano-tchèque dans la perspective de l'intégration européenne (Gruntová, 1997). Il ne s'agit pas pour eux de défendre la reconnaissance d'un destin juif, mais de ne pas céder à la réhabilitation d'un nazi. Deux jeunes chercheurs, dont les travaux débouchent sur des conclusions conformes à celles de Yad Vashem, finissent par laisser le terrain à Gruntová. Sniegon note alors le silence de la communauté scientifique. Aucun historien académique, hormis ces deux jeunes chercheurs, ne s'aventure dans une polémique tellement investie par les populistes. Le représentant de la communauté juive, Karol Sidon, en accord pourtant avec les conclusions de Yad Vashem, reste un peu en retrait. La voix de ceux qui s'insurgent contre l'héroïsation de Schindler est dès lors la seule à retentir. En montrant à quel point la réception de Schindler est enfermée dans la problématique germano-tchèque, Sniegon attire notre attention sur les instrumentalisation occasionnelles de la mémoire de la Shoah, qui reste, même ainsi, toujours en arrière-plan des débats tchèques.

Toujours au milieu des années 1990, c'est de nouveau une impulsion extérieure, qui force les Tchèques à réagir à propos de leur passé. L'écrivain américain P. Polansky, après un séjour en République tchèque sur les traces de l'Holocauste, interpelle l'opinion internationale sur la responsabilité des Tchèques dans l'extermination des Roms pendant la Deuxième Guerre mondiale. À l'époque, cet aspect de l'Holocauste,

connu aussi sous le nom de Porrajmos dans l'historiographie internationale, n'a pas encore retenu beaucoup l'attention des chercheurs, elle a beaucoup moins inspiré le cinéma ou la littérature, que la destruction des Juifs d'Europe. Son intervention en faveur de l'érection d'un monument sur le site de l'ancien camp occupé alors par une porcherie (Lety), est d'abord reçue avec hostilité ou indifférence parmi les Tchèques. Mais l'engagement de Polansky conduit la commission des droits de l'homme du Congrès américain à condamner l'attitude des Tchèques à l'égard de ce passé. Une partie de l'opinion tchèque prend en charge cette cause. Parmi ceux qui s'engagent, on trouve des anciens chartistes, pour l'essentiel membres du parti social-démocrate. Leur action se réduit à des gestes symboliques rarement suivis d'effet. Pour démêler l'imbroglio des processus d'identification dans cette nouvelle polémique à l'égard du passé, Sniegon mobilise plus explicitement les catégories proposées par Klas-Göran Karlsson. Elles permettent de mieux identifier les logiques discursives sur lesquelles peuvent s'appuyer les différents acteurs impliqués (politiques ou associatifs), leurs motivations, leur mode opératoire. L'observation du développement de cette cause révèle des tendances intéressantes. Amorcée par un élément extérieur tant à la communauté des Roms, qu'à celle des Tchèques, elle a du mal à trouver un soutien consistant dans l'une et l'autre pour d'autres raisons encore. Dans l'identité Rom, la culture de la mémoire ne joue pas de rôle central. La revendication d'un devoir de mémoire aux souffrances des Roms sous le nazisme, n'est pas perçue par eux comme potentiellement constitutive d'une identité propre à défendre leurs droits et intérêts. L'indécision des défenseurs de cette cause dans les milieux politiques tchèques laisse libre cours aux manifestations hostiles à cette cause, voire carrément racistes, que l'on peut constater aussi bien à gauche, qu'à droite. Là encore, on retrouve des arguments analogues à ceux qui avaient pu être mobilisés contre la valorisation d'une mémoire des souffrances des Juifs. Ainsi, en 1995, M. Ransdorf, député européen et membre du parti communiste tchéco-morave n'hésite pas à avancer ces qualités d'ex-historien pour minorer les crimes contre les Roms, en affirmant que ceux du camp de Lety n'avaient pas été tués, mais étaient morts à cause de la maladie.

Dans une quatrième étude empirique, Sniegon se tourne vers le musée de l'Insurrection nationale à Bratislava. Il s'arrête, dans ce chapitre, sur le travail de mémoire effectué pour tenter d'adapter une tradition mémorielle slovaque aux normes européennes. Le musée est un legs communiste. Sniegon retrace son histoire pour montrer com-

ment les responsables du musée dans les années 1990 cherchent à se détacher de ce passé, tout en préservant la mémoire de l'Insurrection contre le nazisme en 1944. L'intégration de la thématique de la Shoah dans le musée joue alors un rôle important. En janvier 1990, le musée propose ainsi une exposition sur les camps d'extermination européens (Auschwitz, Majdanek, Dachau, Sachsenhausen, Mauthausen, Buchenwald). Par la suite, il propose de nombreuses conférences qui contribuent à reformuler l'orientation muséale. Des liens noués avec des historiens juifs slovaques émigrés en Israël confirment cette tendance. Une dénonciation plus explicite de la responsabilité du régime de Tiso dans l'Holocauste résultera bientôt de cette coopération. On assiste bien à une « mise aux normes européennes » de la mémoire de l'Insurrection slovaque. Des ambiguïtés persistent, malgré tout, qui tiennent pour partie à la difficulté de rompre avec le passé.

La valorisation de l'insurrection n'est pas un phénomène nouveau, elle s'inscrit dans la continuité d'une mémoire également glorifiée sous le communisme, surtout après 1969. D'anciens communistes devenus dissidents après 1968 contribuent à donner une légitimité scientifique à cette vision héroïsée du passé slovaque. Ils poursuivent leur œuvre dans le contexte des années 1990, concurrencés par les tenants du discours national catholique entretenu dans l'exil, et réapproprié par les élites slovaques des années 1990. Les uns comme les autres cherchent à incarner le changement. Certains doivent se distancier du communisme, d'autres ont fort à faire pour se distancier du nazisme. Les premiers tentent d'insérer une dimension juive à leur récit, les seconds puisent dans le répertoire chrétien pour démontrer l'incompatibilité quasiment ontologique entre le régime de Tiso et le nazisme. Ils s'efforcent par ailleurs de lier la répression des Juifs à leur engagement politique, pour en nier la cause raciale. Ici, le caractère révisionniste du discours ne fait pas de doute. Mais peut-on exonérer le discours alternatif d'une telle critique ? Sniegon en doute. Selon lui, les efforts pour réintégrer les Juifs dans l'histoire de l'Insurrection slovaque, passent trop facilement sous silence les manifestations avérées d'antisémitisme dans les rangs des insurgés antifascistes en 1944. La confrontation des deux types de récits révèle des subtilités qui échapperaient sans doute à une observation focalisée sur l'un ou l'autre des processus d'identification post-communiste en Slovaquie. L'attention aux variations de ces discours entre les années 1990 et 2000, dans des contextes administratifs et politiques différents, permet d'affiner encore l'analyse. Au bout du compte, il semble évident encore une fois, que l'introduction de la mémoire de

la Shoah dans un récit national doit plus à la pression européenne qu'à une demande émanant de la société.

Sniegón a ainsi mis à l'épreuve de ces quatre terrains spécifiques, les cadres mémoriels des Tchèques et des Slovaques – ou du moins ce qu'il a identifié comme tels en introduction. Au terme de cette excursion, il tire quelques conclusions qui vérifient ces hypothèses de départ. La révolution de velours a marqué un retour au pluralisme des interprétations du passé, mais dans cette libération de la mémoire, l'Holocauste occupe toujours une position périphérique aussi bien chez les Tchèques que chez les Slovaques pour des raisons différentes. Les raisons de cette marginalisation ne sont pas à chercher exclusivement dans l'héritage du communisme. Chez les Tchèques, les conflits mémoriels repérables dans l'espace public renvoient au communisme et au transfert des Sudètes. La réflexion sur l'Holocauste n'a jamais été ressentie comme particulièrement nécessaire, comme elle a pu l'être en Pologne par exemple, surtout sous l'influence du succès des livres de J. Gross. Cette indifférence se retrouve dans la production culturelle. Les films abordant ce sujet sont extrêmement rares, surtout au regard des années 1950 ou 1960. *Musíme si pomáhat* (*On doit s'entraider*, Jan Hřebejk, 2000) *Protektor* (*Protecteur*, Marek Najbrt, 2009) sont des exceptions qui confirment la règle. Selon Sniegón, cela s'explique par la vitalité pérenne du paradigme victimaire dans la société tchèque depuis 1938, paradigme qui a été cultivé par toutes sortes d'acteurs sociaux, communistes, post-communistes, anti-communistes ou autres. Chez les Slovaques, c'est plutôt une héroïsation obstinée de leur histoire qui ferait obstacle à la réflexion sur la Shoah. Les tentatives de remédier à ce problème n'aboutissent pour le moment qu'à des résultats en demi-teintes qui ne permettent pas de restituer clairement la place des Juifs dans l'histoire de l'Insurrection slovaque, ni celle des Slovaques dans la Shoah. En République tchèque comme en Slovaquie, l'intégration européenne favorise la culture d'une mémoire de la Shoah, via toutes sortes de programmes culturels et éducatifs. Ces efforts ne modifient guère les paradigmes traditionnels en profondeur. La mémoire historique ne se transforme pas au même rythme que les changements politiques. Sniegón trouve dans son étude une confirmation de la disproportion déjà pointée par Klas-Göran Karlsson à propos de l'Europe, entre une canonisation de l'Holocauste par le haut, et son utilisation occasionnelle par le bas. Si cet essai comporte un grand nombre de généralités qui peuvent décontenancer les historiens spécialistes de cet espace, il faut lui reconnaître qu'il est le premier à poser la question du

rapport à la Shoah de façon aussi transversale dans les sociétés tchèque et slovaque et qu'il propose, malgré toutes ses limites, un éventail de questions et de réflexions tout à fait stimulantes.

BIBLIOGRAPHIE

- BÚTOROVÁ Alena & BÚTOR Martin (1995), *Attitudes Towards Jews and the Holocaust in Independent Slovakia*, New York: American Jewish Committee.
- GRUNTOVÁ Jitka (1997), *Legendy o fakta o Oskarovi Schindlerovi*, Praha : Naše Vojsko.
- HEITLINGER Alena (2006), *In the Shadow of the Holocaust and Communism*, New Brunswick and London: Transaction Publishers.
- KARLSSON Klas-Göran (2010), « The Uses of History and the Third Wave of Europeanisation », in Bo Strath & Malgorzata Pakier (Eds), *A European Memory*, New York: Berghahn Books.
- TIGRID Pavel (1988), *Kapesní průvodce inteligentní ženy po vlastním osudu*, Toronto: Sixty-Eight Publishers ; Praha : Odeon, 1990.
- VACULÍK Ludvík (1990) « Naše slovenská otázka », *Literární noviny*, n° 5, 03.05.

Françoise MAYER

Maître de conférences (HDR)

Département d'études slaves,

Université Paul Valéry - Montpellier III

Laurent COUMEL, « *Rapprocher l'école et la vie* » ? *Une histoire des réformes de l'enseignement en Russie soviétique (1918-1964)*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, coll. « Méridiennes », 2014, 503 p.

L'ouvrage de Laurent Coumel est centré sur la réforme de l'enseignement de 1958 qui intervient sous Khrouchtchev à un moment où l'URSS est confrontée à une situation complexe. Elle doit former au plus vite une main-d'œuvre qualifiée en raison des besoins importants